

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 237

[C - 99/27042]

14 JANVIER 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux fonctions supérieures

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par la loi du 8 août 1988;

Vu le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, modifié par le décret du 2 avril 1998;

Vu le protocole n° 285 du comité de secteur n° XVI, établi le 18 décembre 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 novembre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu de permettre très rapidement la désignation de fonctionnaires du niveau 2 pour l'exercice de fonctions supérieures au niveau 1;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *De la désignation pour l'exercice d'une fonction supérieure*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par fonction supérieure une fonction correspondant, soit à un emploi du cadre dont le titulaire est absent pour une durée prévisible d'au moins deux mois, soit à un emploi du cadre déclaré vacant.

Art. 2. § 1^{er}. Pour être désigné pour exercer une fonction supérieure, il faut remplir les conditions suivantes :

1° appartenir au même niveau ou à défaut au niveau immédiatement inférieur ou à défaut appartenir au niveau 2 pour les emplois du niveau 1;

2° justifier de l'évaluation positive;

3° ne pas être sous le coup d'une sanction disciplinaire définitive non radiée;

4° compter les anciennetés de rang ou de niveau requises pour être promu au grade correspondant à l'emploi;

5° pour les emplois d'un rang inférieur au rang A3, appartenir à la même direction générale que celle dont relève l'emploi, ou appartenir au Secrétariat général si l'emploi en relève.

A défaut de fonctionnaire satisfaisant à la condition d'ancienneté visée à l'alinéa 1^{er}, 4°, le fonctionnaire qui satisfait aux autres conditions peut être désigné pour l'exercice de la fonction.

§ 2. Les fonctions supérieures sont octroyées par priorité aux fonctionnaires porteurs d'un grade du rang le plus élevé.

§ 3. Lorsqu'un fonctionnaire obtient des fonctions supérieures dans un niveau supérieur au sien, seul son emploi peut donner lieu à octroi de fonctions supérieures.

Art. 3. Les fonctions supérieures prennent fin à l'expiration d'un délai de :

1° douze mois à compter du jour où l'emploi est devenu inoccupé;

2° douze mois à compter du jour de la déclaration de vacance de l'emploi pour les emplois de promotion;

3° vingt-quatre mois à compter du jour de la déclaration de vacance de l'emploi pour les emplois de recrutement.

Si la désignation pour l'exercice d'une fonction supérieure visée à l'alinéa 1^{er}, 1°, prend fin dans le délai de douze mois prévu par cette disposition, elle est prolongée d'office jusqu'à l'expiration de ce délai.

Dans le cas de l'absence, les fonctions supérieures prennent fin en même temps que celle-ci.

Art. 4. En cas de désignation pour l'exercice d'une fonction supérieure, la résidence administrative du fonctionnaire coïncide avec l'emploi correspondant à la fonction.

Art. 5. Le fonctionnaire chargé d'une fonction supérieure exerce toutes les prérogatives attachées à cette fonction.

Art. 6. § 1^{er}. La désignation dans les emplois des rangs A2 à A5 est faite après avis du Conseil de direction.

La désignation dans les emplois du rang A6 et des niveaux 2+, 2, 3 et 4 est faite après avis du fonctionnaire de rang A1 ou A2 qui a le personnel dans ses attributions.

§ 2. Toute désignation pour l'exercice d'une fonction supérieure est soumise à l'avis de l'Inspection des Finances.

CHAPITRE II. — *De l'octroi d'une allocation pour l'exercice d'une fonction supérieure*

Art. 7. Une allocation est accordée au fonctionnaire qui exerce une fonction supérieure.

Art. 8. Le bénéfice de l'allocation n'est accordé que pour les mois civils durant lesquels l'exercice de la fonction est ininterrompu et complet, et au plus tôt à compter du premier jour du mois qui suit la date à laquelle est rendu l'avis du fonctionnaire le plus élevé en grade ou du Conseil de direction.

Toutefois, le bénéfice de l'allocation est maintenu sans interruption au fonctionnaire qui a perdu celle-ci en raison de la nomination d'un titulaire sur l'emploi concerné, et qui est à nouveau désigné pour l'exercice de fonctions supérieures sur le même emploi, en raison de l'absence dès la prise d'effet de la nomination dudit titulaire.

Art. 9. L'allocation de fonction supérieure est égale à la différence entre la rémunération dont le fonctionnaire bénéficierait dans le grade de l'emploi correspondant à la fonction et la rémunération dont il bénéficie.

La rémunération à prendre en considération s'entend de la rémunération définie à l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut pécuniaire des fonctionnaires de la Région.

Le calcul et le paiement de l'allocation obéissent aux dispositions des articles 2 et 19 à 21 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 précité.

CHAPITRE III. — *Dispositions abrogatoires, transitoires et finales*

Art. 10. L'arrêté royal du 8 août 1983 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les administrations de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 25 février 1985, 20 février 1989 et 6 novembre 1991, est abrogé.

Art. 11. Par dérogation à l'article 1^{er}, des fonctions supérieures peuvent être accordées au rang A3 jusqu'au 31 décembre 2000 pour des emplois inoccupés non déclarés vacants.

Art. 12. Les fonctions supérieures accordées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté en dehors des conditions des articles 1^{er} et 2 sont prolongées d'office et expirent au plus tard douze mois après ladite entrée en vigueur.

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 14. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 janvier 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé, de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

B. ANSELME

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 99 — 237

[C - 99/27042]

14. JANUAR 1999 — Erlaß der Wallonischen Regierung über die höheren Funktionen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 87, § 3, abgeändert durch das Gesetz vom 8. August 1988;

Aufgrund des Dekrets vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, abgeändert durch das Dekret vom 2. April 1998;

Aufgrund des Protokolls Nr. 285. des Sektorenausschusses Nr. XVI vom 18. Dezember 1998;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers der Haushalte;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 4. Juli 1989 und vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Bezeichnung von Beamten der Stufe 2 zwecks der Ausübung von höheren Funktionen in der Stufe 1 baldigst vorzunehmen;

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

Beschließt:

KAPITEL I — *Bezeichnung zwecks der Ausübung einer höheren Funktion*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter höherer Funktion eine Funktion, die entweder einer Planstelle, deren Inhaber für eine voraussehbare Dauer von mindestens zwei Monaten abwesend ist, oder einer für frei erklärten Planstelle entspricht.

Art. 2 - § 1. Um zwecks der Ausübung einer höheren Funktion bezeichnet zu werden, müssen die folgenden Bedingungen erfüllt sein:

1° derselben Stufe oder mangels dessen der direkt unterstehenden Stufe oder aber der Stufe 2 für die Stellen der Stufe 1 angehören;

2° eine positive Bewertung erhalten haben;

3° nicht Gegenstand einer endgültigen, nicht gestrichenen Disziplinarstrafe sein;

4° die Dienstalter im Rang oder in der Stufe haben, die verlangt sind, um zu dem der Stelle entsprechenden Dienstgrad befördert zu werden;

5° was die Stellen eines Dienstrangs unter dem Dienstrang A3 betrifft, derselben Generaldirektion wie derjenigen, die die Stelle untersteht, oder dem Generalsekretariat, wenn die Stelle diesem untersteht, angehören.

Wenn kein Beamter der im Absatz 1, 4° erwähnten Bedingung bezüglich des Dienstalters genügt, kann der Beamte, der den anderen Bedingungen genügt, zwecks der Ausübung der Funktion bezeichnet werden.

§ 2. Die höheren Funktionen werden mit Vorrang den Beamten, die einen Dienstgrad des höchsten Dienstrangs führen, gewährt.

§ 3. Wenn ein Beamter höhere Funktionen in einer Stufe über seiner eigenen Stufe erhält, kann seine Stelle nicht Anlaß zur der Gewährung von höheren Funktionen geben.

Art. 3 - Die höheren Funktionen gehen zu Ende am Ablauf einer Frist von:

- 1° zwölf Monaten ab dem Tage, an dem die Stelle unbesetzt worden ist;
- 2° zwölf Monaten ab dem Tage, an dem die Stelle für frei erklärt worden ist, was die Beförderungsstellen angeht;
- 3° vierundzwanzig Monaten ab dem Tage, an dem die Stelle für frei erklärt wurde, was die Anwerbungsstellen angeht.

Wenn die Bezeichnung zwecks der Ausübung einer im Absatz 1, 1° erwähnten höheren Funktion innerhalb der durch diese Bestimmung vorgesehenen Frist von zwölf Monaten zu Ende geht, wird sie von Amts wegen bis zum Ablauf dieser Frist verlängert.

Im Falle der Abwesenheit gehen die höheren Funktionen zu Ende, sobald diese Abwesenheit zu Ende geht.

Art. 4 - Im Falle einer Bezeichnung zwecks der Ausübung einer höheren Funktion ist der Amtssitz des Beamten mit dem der Funktion entsprechenden Stelle verbunden.

Art. 5 - Dem mit einer höheren Funktion beauftragten Beamten stehen die gesamten mit dieser Funktion verbundenen Vorrechte zu.

Art. 6 - § 1. Eine Bezeichnung in den Stellen der Dienstränge A2 bis A5 erfolgt nach Gutachten des Direktionsrats.

Eine Bezeichnung in den Stellen des Dienstranges A6 und der Stufen 2+, 2, 3 und 4 erfolgt nach Gutachten des Beamten des Dienstrangs A1 oder A2, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Personalwesen gehört.

§ 2. Jede Bezeichnung zwecks der Ausübung einer höheren Funktion wird der Finanzinspektion zur Stellungnahme vorgelegt.

KAPITEL II — *Gewährung einer Zulage zwecks der Ausübung einer höheren Funktion*

Art. 7 - Eine Zulage wird dem Beamten, der eine höhere Funktion ausübt, gewährt.

Art. 8 - Der Anspruch auf die Zulage wird nur für die Kalendermonate gewährt, im Laufe deren die Ausübung der Funktion ununterbrochen und vollständig erfolgt und frühestens ab dem ersten Tage des Monats, der dem Tage folgt, an dem das Gutachten des im Dienstgrad höchsten Beamten oder des Direktionsrats abgegeben worden ist.

Der Anspruch des Beamten auf die Zulage wird jedoch ununterbrochen erhalten, wenn der Beamte die Zulage infolge der Ernennung eines Inhabers der betroffenen Stelle verliert, und sofort wieder für die Ausübung höherer Funktionen an derselben Stelle bezeichnet wird, weil der besagte Inhaber der Stelle ab dem Wirksamwerden seiner Ernennung abwesend ist.

Art. 9 - Die Zulage für die höhere Funktion entspricht dem Unterschied zwischen dem Gehalt, das der Beamte im Dienstgrad der der Funktion entsprechenden Stelle erhalten würde, und dem Gehalt, das er bekommt.

Das zu berücksichtigende Gehalt ist das Gehalt, das in Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Besoldungsstatuts der Beamten der Region bestimmt ist.

Die Berechnung und die Zahlung der Zulage genügen den Bestimmungen von Artikeln 2 und 19 bis 21 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994.

KAPITEL III — *Aufhebungs-, Übergangs- und Schlußbestimmungen*

Art. 10 - Der Königliche Erlaß vom 8. August 1983 über die Ausübung einer höheren Funktion in den Staatsverwaltungen, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 25. Februar 1985, vom 20. Februar 1989 und vom 6. November 1991 wird aufgehoben.

Art. 11 - In Abweichung von Artikel 1 können höhere Funktionen im Dienstrang A3 bis zum 31. Dezember 2000 für unbesetzte, nicht für frei erklärte Stellen gewährt werden.

Art. 12 - Die höheren Funktionen, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses außerhalb der Bedingungen von Artikeln 1 und 2 gewährt worden sind, werden von Amts wegen verlängert und laufen spätestens zwölf Monate nach dem besagten Inkrafttreten ab.

Art. 13 - Der vorliegende Erlaß tritt am ersten Tage des Monats nach dem Monat, im Laufe dessen er im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht worden ist, in Kraft.

Art. 14 - Der Minister des Öffentlichen Dienstes wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 14. Januar 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 99 — 237

[C - 99/27042]

14 JANUARI 1999. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de hogere functies

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, gewijzigd bij het decreet van 2 april 1998;

Gelet op het protocol nr. 285 van het Sectorcomité nr. XVI, opgemaakt op 18 december 1998;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat zo spoedig mogelijk ambtenaren van niveau 2 aangewezen moeten worden voor de uitoefening van hogere functies in niveau 1;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Aanwijzing voor de uitoefening van een hogere functie*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder hogere functie, een functie die overeenstemt ofwel met een betrekking uit de personeelsformatie die door de afwezigheid van de persoon die ze bekleedt voor een voorzienbare duur van ten minste twee maanden niet wordt ingevuld, ofwel met een betrekking van de personeelsformatie die vacant is verklaard.

Art. 2. § 1. De volgende voorwaarden worden vereist om een hogere functie uit te oefenen :

1° in hetzelfde niveau of, zoniet, in het onmiddellijk lagere niveau, werkzaam zijn of, zoniet, voor de betrekkingen van het niveau 1 in het niveau 2 werkzaam zijn;

2° het bewijs leveren dat de evaluatie positief is;

3° niet onderhevig zijn aan een definitieve tuchtstraf die niet geschrapt is;

4° voor de betrekkingen van de niveaus 2+, 2, 3 en 4, beschikken over de rang- of niveau-anciënniteit die vereist is om bevorderd te worden tot de graad van de desbetreffende betrekking;

5° voor de betrekkingen van een rang die lager is dan de rang A3, werkzaam zijn in hetzelfde directoraat-generaal als dat waarvan de betrekking deel uitmaakt, of werkzaam zijn in het secretariaat-generaal als de betrekking daarvan deel uitmaakt.

Als er geen ambtenaar is die voldoet aan de in het eerste lid, 4°, bedoelde anciënniteitsvoorwaarde, mag de ambtenaar die wel voldoet aan de andere voorwaarden, aangewezen worden voor de uitoefening van de functie.

§ 2. De hogere functies worden bij voorrang toegekend aan de ambtenaren die een graad van de hoogste rang bekleeden.

§ 3. Als een ambtenaar met hogere functies bekleed wordt in een hoger niveau dan dat waarin hij werkzaam is, mogen de hogere functies hem op grond van zijn betrekking niet worden toegekend.

Art. 3. De hogere functies eindigen bij het verstrijken van een termijn van :

1° twaalf maanden vanaf de dag waarop de betrekking onbekleed is geworden;

2° twaalf maanden vanaf de vacantverklaring van de bevorderingsbetrekkingen;

3° vierentwintig maanden vanaf de vacantverklaring van de aanwervingsbetrekkingen.

Als de aanwijzing voor de uitoefening van een in het eerste lid, 1°, bedoelde hogere functie eindigt binnen de door die bepaling bedoelde termijn van twaalf maanden, wordt die van ambtswege verlengd tot het verstrijken van die termijn.

Art. 4. Als een ambtenaar wordt aangewezen om een hogere functie te bekleeden, stemt diens administratieve verblijfplaats overeen met de betrekking van de desbetreffende functie.

Art. 5. De ambtenaar die met een hogere functie belast is, oefent alle prerogatieven verbonden met die functie uit.

Art. 6. § 1. Voor de betrekkingen van de rangen A2 tot en met A5 worden de ambtenaren pas aangewezen na advies van de Directieraad.

Voor de betrekkingen van de andere rangen van het niveau 1 (A6) en van de niveaus 2+, 2, 3 en 4 worden de ambtenaren pas aangewezen na advies van de ambtenaar van de rang A1 of A2 onder wie het personeelslid ressorteert.

§ 2. Elke aanwijzing voor de uitoefening van een hogere functie behoeft het advies van de Inspectie van Financiën.

HOOFDSTUK II.— *Toekenning van een toelage voor de uitoefening van een hogere functie*

Art. 7. Een toelage wordt toegekend aan de ambtenaar die een hogere functie uitoefent.

Art. 8. De toelage wordt slechts toegekend voor de kalendermaanden waarin de functie ononderbroken en volledig wordt uitgeoefend, en niet eerder dan de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop het advies van de ambtenaar met de hoogste graad of dat van de Directieraad is gegeven.

Art. 9. De toelage wegens hogere functie is gelijk aan het verschil tussen de bezoldiging waarvoor de ambtenaar in aanmerking zou komen in de graad van de betrekking van de desbetreffende functie, en de bezoldiging die hij geniet.

De in aanmerking te nemen bezoldiging stemt overeen met de bezoldiging omschreven in artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van het Gewest.

De berekening en de betaling van de toelage vallen onder de voorschriften van de artikelen 2 en 19 tot en met 21 van voornoemd besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994.

HOOFDSTUK III. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

Art. 10. Het koninklijk besluit van 8 augustus 1983 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de rijksbesturen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 februari 1985, 20 februari 1989 en 6 november 1991, wordt opgeheven.

Art. 11. In afwijking van het artikel 1 mogen hogere functies toegekend worden in de rang A3 tot 31 december 2000 voor onbeklede of vacant verklaarde betrekkingen.

Art. 12. De hogere functies die vóór de inwerkingtreding van dit besluit toegekend zijn buiten de voorwaarden van de artikelen 1 en 2, worden van ambtswege verlengd en eindigen uiterlijk twaalf maanden na de bedoelde inwerkingtreding.

Art. 13. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand na die waarin het is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 14. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 januari 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,

R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

B. ANSELME



F. 99 — 238

[C - 99/27043]

14 JANVIER 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'emploi de personnes handicapées dans les Services du Gouvernement et dans certains organismes d'intérêt public

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, notamment l'article 10;

Vu le décret de la Communauté germanophone du 19 juin 1990 portant création de l'Office de la Communauté germanophone pour les personnes handicapées ainsi que pour l'assistance sociale spéciale;

Vu le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, donné le 23 juillet 1998;

Vu l'avis du Conseil consultatif wallon des personnes handicapées, donné le 14 septembre 1998;

Vu le protocole n° 277 du Comité de secteur n° XVI, établi le 18 septembre 1998;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que le présent arrêté instaure des mesures facilitant l'emploi des personnes handicapées dans les services du Gouvernement et dans certains organismes d'intérêt public qui en dépendent;

Considérant la nécessité de permettre aux mesures contenues dans le présent arrêté d'entrer en vigueur au plus tôt de telle sorte que les personnes handicapées puissent au plus vite en bénéficier;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique et du Ministre de l'Action sociale et de la Santé,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° Agence : l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées;

2° Office : l'Office de la Communauté germanophone pour les personnes handicapées.

CHAPITRE II. — *De l'obligation d'emploi de personnes handicapées dans les services du Gouvernement et certains organismes d'intérêt public*

Art. 2. Les services du Gouvernement et les organismes d'intérêt public dont le personnel est soumis au statut des fonctionnaires de la Région sont tenus d'occuper, au cours d'une année civile, un nombre de personnes handicapées fixé à deux pour cent et demi de l'effectif prévu au cadre.

Les personnes handicapées, dont le degré d'autonomie est fixé à au moins 12 points conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juillet 1987 fixant les catégories et le guide pour l'évaluation du degré d'autonomie en vue de l'examen du droit à l'allocation d'intégration, sont comptées pour une unité et demi.